

A Comment apporter une réponse collective au phénomène mondial du réchauffement climatique ?

REPÈRES

Le rôle des activités humaines et industrielles

• Les émissions de gaz à effet de serre. Depuis la première **Révolution industrielle** de la fin du XVIII^e siècle, l'humanité consomme de plus en plus de ressources, notamment énergétiques. En particulier, la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) se traduit par d'importantes émissions de gaz à effet de serre (GES), comme le CO₂, qui atteint aujourd'hui un niveau historiquement inédit. Les GES contribuent fortement au réchauffement climatique, en renforçant l'**effet de serre** qui « retient » la chaleur dans l'atmosphère.

• Un fort impact sur le changement climatique actuel. Or, les émissions de GES se sont fortement accélérées depuis les années 1960, sous l'effet de la croissance

économique. Le phénomène s'est largement accentué avec la croissance et l'industrialisation des pays émergents, l'approfondissement de la mondialisation et l'essor de la société de consommation. Le GIEC, groupe d'experts de l'ONU, a démontré depuis les années 1990 le lien étroit existant entre l'accroissement des émissions de GES issues des activités humaines et le changement climatique actuel. Les sociétés ont donc une responsabilité dans le réchauffement malgré les propos des **climatosceptiques**, comme Donald Trump. Au fil de ses différents rapports, le GIEC alerte sur la nécessité vitale d'une gouvernance mondiale du climat, seule capable de limiter l'ampleur et les effets du réchauffement climatique.



VOCABULAIRE

Climatosceptique : individu ou État niant l'importance du réchauffement climatique actuel ou la responsabilité des sociétés dans ce phénomène.

Effet de serre : processus retenant la chaleur sur Terre.

Révolution industrielle : profondes transformations productives, économiques et sociales engagées en Angleterre dès la fin du XVIII^e siècle, avec l'invention de la machine à vapeur puis se diffusant mondialement.

1 Comment limiter le réchauffement à + 1,5 °C ? La recommandation du GIEC

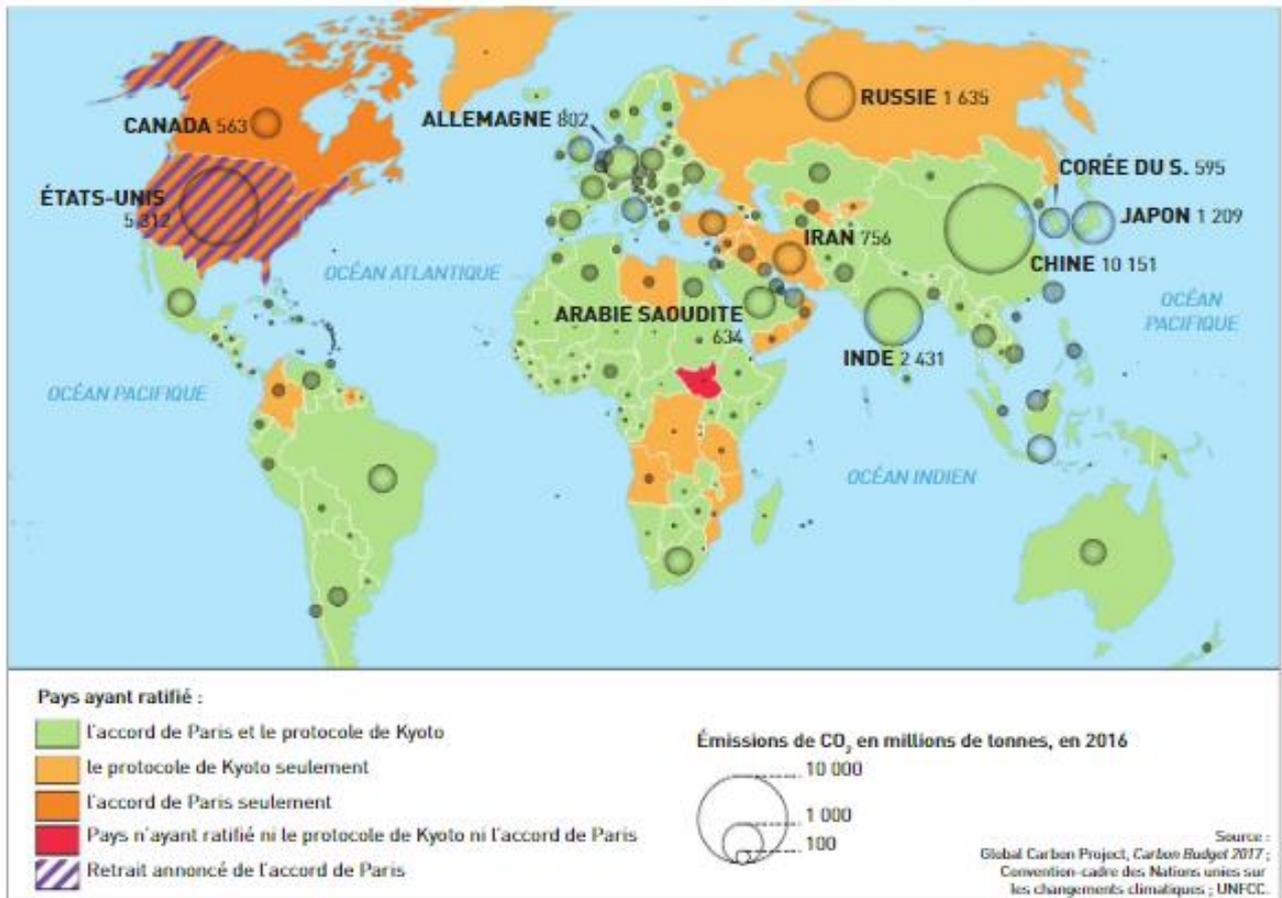
« Le rapport du GIEC souligne bien que des transformations *« sans précédent »* seraient nécessaires dans tous les domaines, production d'énergie, industrie, transports, urbanisme, utilisation des terres... Mais la priorité des priorités est de réduire drastiquement la consommation d'énergies fossiles – à commencer par le charbon –, qui sont responsables de près de 90 % des émissions mondiales de CO₂. Selon les scientifiques, ces émissions doivent être réduites de 45 % d'ici à 2030, par rapport à leur niveau de 2010, pour conserver une chance de ne pas dépasser 1,5 °C de réchauffement.

De nombreux gestes du quotidien (la consommation de viande, les transports aériens, l'achat de produits agricoles d'importation, la consommation énergétique en général...) sont sources d'émissions de gaz à effet de serre. Chacun peut bien sûr agir selon ses priorités et ses préférences, mais il devient de plus en plus évident que l'addition de quelques bonnes volontés et la modification à la marge des habitudes de consommation ne suffiront pas à endiguer la dérive climatique. Seule une volonté politique forte, au niveau international, pourra éventuellement infléchir le cours des choses. [...]

Le rapport spécial du GIEC [...] a le mérite de mettre les gouvernements face à leurs responsabilités. Il leur dit, en résumé : contenir le réchauffement à 1,5 °C est encore possible, mais cela suppose un changement radical de mode de croissance, à vous d'être à la hauteur du défi. Au passage, le message vaut aussi pour les "peuples", qui devront accepter de modifier en profondeur leurs modes de vie. [...]

La majorité des gouvernements souhaitent un développement de leur économie, donc corrélativement une augmentation de leur consommation énergétique. Il est techniquement difficile de dissocier développement économique et sobriété énergétique : c'est le nœud du problème. D'ailleurs, la seule période récente de baisse franche des émissions au niveau mondial a été la crise économique de 2008-2009. »

Pierre Le Hir et Stéphane Foucart,
« Contenir le réchauffement à 1,5 °C suppose un changement radical de mode de croissance »,
Le Monde, 8 octobre 2018.



2 Émissions de CO₂ et accords internationaux

Face aux émissions de CO₂ grandissantes, le protocole de Kyoto (1997) est le premier accord international majeur sur le climat. Les objectifs de réduction d'émission de GES restent modestes, et ne s'appliquent qu'aux pays développés (la Chine ou l'Inde ne sont pas concernées). L'Accord de Paris (2015) a été ratifié par de nombreux pays, dont la Chine, l'Inde ou les États-Unis. Mais Donald Trump a décidé de se retirer de l'accord en janvier 2017.



3 Industrie contre écologie

(Caricature du dessinateur Chappatte, parue dans Le Temps, 10 décembre 2009.)

1. Doc. 1 et 3 : Quel est le rôle des sociétés humaines dans l'émission des GES ? Quels pays sont les plus gros émetteurs de GES ? Pour quelles raisons ces émissions s'accroissent-elles ?
2. Doc. 2 et 3 : Par quels moyens est-il possible de réduire ces émissions ? Quels engagements prennent ces pays pour limiter ces émissions ? A quelles difficultés se heurte cet objectif ?

B L'accord de Paris, un tournant dans les négociations climatiques internationales ?

REPÈRES

Une progressive prise de conscience des enjeux climatiques

• **Les premières négociations climatiques internationales.** Face à l'urgence climatique et environnementale, le climat devient un enjeu croissant des relations internationales. Depuis la prise de conscience avec le rapport Brundtland de 1987 qui définit la notion de développement durable, les conférences internationales (COP) se succèdent pour tenter de limiter le réchauffement, traduisant un engagement croissant des États, mais mettant aussi en évidence des tensions entre les acteurs, notamment entre les pays du Nord, principaux responsables historiques de l'augmentation des émissions de GES, et les pays du Sud. De nombreux accords se sont avérés inefficaces car non-contraignants ou n'impliquant pas les pays en développement (protocole de Kyoto), et le sommet de Copen-

hague en 2009 a été un échec car les pays émergents y ont refusé les contraintes au nom d'un droit au développement économique.

• **Quel bilan pour l'accord de Paris ?** L'accord de Paris, issu de la COP 21 en 2015, a semblé constituer un progrès, en particulier grâce au revirement de la Chine, devenue le premier pollueur mondial, mais décidée à faire face à ses responsabilités environnementales. Pourtant le bilan de la COP 21 demeure en demi-teinte, en raison de l'insuffisance des engagements pris et du retrait des États-Unis (2^e émetteur mondial). Une situation qui souligne les difficultés de la mise en place d'une gouvernance climatique mondiale, malgré la pression exercée sur les gouvernements par de nombreux acteurs non étatiques.



VOCABULAIRE

COP (conférence des parties) : réunion de l'ensemble des États signataires d'une convention. Pour le climat il s'agit de la CNUCC (convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques). Les États signataires se réunissent annuellement pour vérifier l'application des objectifs de la CNUCC.

Sommets de la Terre : rencontres entre dirigeants mondiaux organisées tous les 10 ans depuis 1972 par l'ONU, pour permettre un développement durable au niveau mondial.



CHRONOLOGIE

Les négociations climatiques internationales

1979 : la première conférence internationale sur le climat est organisée par l'ONU.

1990 : le premier rapport du GIEC (créé en 1988) souligne le rôle des sociétés dans le réchauffement actuel et appelle à limiter les émissions de GES.

1992 : au **Sommet de la Terre** à Rio est fondée la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC) qui se réunit chaque année (COP) pour définir des stratégies de lutte contre le réchauffement.

1997 : protocole de Kyoto, premier accord international sur le climat. Les objectifs de réduction d'émission de GES restent modestes, et ne s'appliquent qu'aux pays développés. La Chine ou l'Inde ne sont pas concernées. Les États-Unis et l'Australie refusent de ratifier le protocole, et le Canada et la Russie s'en retirent.

2008 : l'UE adopte le « paquet énergie climat », un plan de lutte contre le réchauffement qui se décline en « 3 x 20 » : diminuer de 20 % les émissions de GES par rapport à leur niveau de 1990, atteindre 20 % de part d'énergies renouvelables dans la production d'énergie, et accroître l'efficacité énergétique de 20 %. (L'UE a quasiment atteint ces objectifs, et en a fixé de nouveaux, plus ambitieux, en 2014.)

2009 : la COP de Copenhague est décevante. Marquée par des tensions entre les États-Unis et la Chine, respectivement 2^e et 1^{er} émetteurs mondiaux de GES, elle n'aboutit à aucun accord contraignant.

2010 : création du Fonds vert pour le climat, alimenté par les pays riches pour financer l'adaptation des pays les plus pauvres au changement climatique. Les pays émergents commencent à s'engager dans la lutte contre le réchauffement.

2015 : la COP 21 se tient à Paris. L'adoption de l'accord de Paris à l'issue de cette COP est présentée comme un tournant historique. La Chine y a joué un rôle moteur.

2017 : Donald Trump annonce le retrait des États-Unis de l'accord de Paris.

1 Le bilan mitigé de l'accord de Paris

«Aboutissement de quatre ans de négociations, l'accord de Paris (COP 21) signé le 12 décembre 2015 par 195 États (aujourd'hui par la totalité sauf les États-Unis) marque une étape majeure dans les efforts pour appliquer une politique mondiale de lutte contre le réchauffement climatique en contenant le réchauffement de la planète entre 1,5°C et 2°C à la fin du siècle. Pour ce faire, ils s'engagent sur des objectifs nationaux de limitation des émissions de GES à mettre en œuvre à partir de 2020. Cependant, la somme de ces engagements n'est pas à la hauteur des besoins : elle mène au minimum à + 3°C. [...]

La COP 22 (Marrakech, Maroc) se distingue par l'entrée de l'Afrique dans la lutte climatique et la cohésion de la communauté internationale face à l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. [...]

Donald Trump ne voit dans l'accord de Paris qu'une façon d'"autoriser des bureaucrates étrangers à contrôler la quantité d'énergie que nous utilisons". Les États-Unis étant le deuxième émetteur mondial de GES après la Chine, on a craint que la décision de Donald Trump de retirer son pays de l'accord de Paris porte un coup fatal à la dynamique amorcée 25 ans plus tôt. C'est le contraire qui s'est passé. De nombreux États ont immédiatement fait savoir leur volonté de poursuivre leurs efforts de réduction d'émissions de GES. La société civile mondiale a pris conscience de son rôle décisif pour presser les États à hausser leurs ambitions de transition climatique ».

Franck Tétart (dir.), *Grand atlas 2019 : comprendre le monde en 200 cartes*, © Autrement, 2018.



2 Les États-Unis quittent l'accord de Paris

(Caricature du dessinateur Dario, parue dans *El Imparcial*, Mexique, 1^{er} juin 2017.)

TIME TO
STEP UP

KEEP AMERICA'S PLEDGE
ON CLIMATE

WE ARE STILL IN

WE ARE **3,850** LEADERS STRONG

<p>REPRESENTING 158.7 MILLION PEOPLE</p>	<p>ACROSS 50 STATES</p>	<p>TOTALING \$ \$ \$ 9.46 TRILLION \$ \$ \$ \$ IN GDP</p>
---	--	--

3 « Nous en sommes toujours »

(Site Internet du mouvement « We are still in », 30 janvier 2020.)

Face au climatocépticisme de Donald Trump et à son retrait de l'accord de Paris, l'initiative « We are still in » regroupe de nombreux acteurs de la société civile et du monde économique états-unien (associations, grandes entreprises, États fédérés, maires) décidés à « tenir la promesse de l'Amérique » de réduire ses émissions de GES.

1. Doc. 1 et 2 : Quels États se mobilisent particulièrement en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique ?
2. Doc. 1 et 2 : L'accord de Paris permet-il la mise en place d'une gouvernance climatique mondiale ?
3. Doc. 1 et 3 : Quel rôle joue la société civile en faveur de la limitation du réchauffement climatique ?
4. Les États sont-ils parvenus à mettre en place une gouvernance mondiale du climat efficace ?

La formation progressive d'un consensus	Se heurte à des désaccords et un manque d'ambition

